

Jeudi 8 juin 2017

Le PS couvinois et la CGSP appellent à une police de proximité

Dans une carte blanche, le PS couvinois appelle la chef de corps de la zone de police à une autre gestion de son service.

● Patrick LEMAIRE

L'objectif n'est pas de polémiquer, disent-ils. Les socialistes couvinois ont publié, ce mardi, une carte blanche au sujet de la gestion de la zone de police des Trois Vallées, sujette à caution depuis la polémique entourant la présence d'un écusson de templier sur l'uniforme d'un policier. Un sigle brandi aussi par des groupes d'extrême droite, depuis des années.

« Nous tenons à défendre le caractère positif de notre démarche », dit le courrier de l'Union socialiste couvinoise. Néanmoins, en relançant publiquement le débat, inévitablement, les sujets qui fâchent refont surface. Mais avaient-ils finalement été effacés, ces points d'achoppement ? En interne, non. « Nous allons solliciter de la chef de zone une entrevue au sujet de la charge psychologique au sein du personnel de la zone, nous explique Patrick François, permanent CGSP au sein de la police. Nous voulons une réunion de concertation de base et, suivant les résultats, le dépôt d'un préavis pourrait être envisagé... »

Pour le syndicat, la gestion de la zone doit être remise en cause : « Prenons le cas de la zone des Trieux, gérée par une commissaire de la même promotion que celle de Couvin. Elle a mis en place un vrai partenariat et a résolu tous les problèmes rencontrés dans la zone, en six mois. Elle a recruté, elle travaille en concertation avec les syndicats. À Couvin, les réunions sont sporadiques. La chef n'a pas tenu compte des réalités du terrain en engageant des personnes qui correspondent à sa stricte vision de la police. Elle a tout bouleversé mais on constate que, finalement, tout le monde est mécontent : les policiers, la population, le monde politique et les syndicats. »

Patrick François voit les choses de l'extérieur : « On a laissé le bénéfice du doute à Virginie Wuil-



La contestation croît autour de la gestion de la zone de police des Trois Vallées.

mart, à son arrivée. Mais quand on voit la tournure des événements, on se dit que l'on joue ici un drôle de jeu. Si bien qu'on observe beaucoup de départs du service, d'éléments très corrects qui ne rentreraient pas dans la vue étroite de la gestion de la zone. Avec ses recrues, on voit où la chef de zone veut en venir. Or, on est ici à Couvin et non à Bruxelles-Capitale-Ixelles. »

Entre les lignes, dans sa carte blanche, l'Union socialiste cou-

vinoise, le parti du président de la zone Raymond Douniaux, ne dit pas autre chose.

Trois grands principes oubliés

Le parti rappelle « trois éléments qui nous semblent indispensables à privilégier » :

– Une gestion des ressources humaines objective. « Deux éléments attirent notre attention : une augmentation du turn-over des agents et des départs d'agents origi-

naires de notre région. Pour la plupart, nos nouveaux agents ne connaissent ni la région ni sa population. Nous avons le sentiment qu'il existe une volonté de se séparer des éléments issus de la région ».

– Une politique sécuritaire plus discrète : « Nous avons l'impression que le plan zonal de sécurité est appliqué avec un zèle particulier. Plusieurs de nos conseillers ont relayé les doléances du secteur

Horeca, des jeunes et comités. Loin de nous l'idée de dénigrer les actions menées en matière de sécurité routière mais à quoi sert la multiplication des contrôles lors des festivités qui participent à la vie de nos villages ? Il nous revient qu'à l'occasion de certains contrôles, des excès d'autorité auraient été commis. La police a des missions de contrôles qu'elle doit effectuer. Nous relayons ici une forme d'agacement de citoyens lambda qui ont l'impression d'un accroissement de la pression policière. »

– Une police locale de proximité : « Nous saluons les excellents résultats en matière de diminution des vols. Il est illusoire de croire au retour du garde champêtre. La société a évolué et les missions de la police aussi. Mais nous restons persuadés que la présence d'agents connus et reconnus par la population est également un gage de sécurité. »

Et de conclure que l'impression générale est celle que l'on est à « mille lieues d'un ancrage local et de la proximité ».

On le constate : le tollé lié à l'écusson a eu le mérite de soulever un débat, à Couvin, sur ce que le pouvoir politique attend de sa police. Pour sûr, les discussions sont loin d'être terminées, d'autant que le mandat de la chef de zone se clôture dans moins d'un an. Nous avons sollicité son avis sur cette carte blanche, sans retour à l'heure d'écrire ces lignes... ■

INTERVIEW ● Eddy FONTAINE



Eddy Fontaine, député, est porte-parole de l'Union Socialiste Locale.

Eddy Fontaine, vous êtes porte-parole de l'Union Socialiste Communale pourquoi cette carte blanche ?

Une manière de porter le débat sur la place publique, plus facilement qu'en conseil de police

Nous voulions dire que cela suffit. Nous entendons ça et là les citoyens et les commerçants. La veille de la rencontre (hier, mercredi soir) entre le personnel et les conseillers, nous voulions que les policiers soient conscients de ce que nous voulions vraiment pour notre police.

Mais le PS est majoritaire en conseil. Pourquoi passer par une carte blanche qui relance le débat publiquement ?

Nous ne faisons pas vraiment référence à la déferlante d'il y a deux ou trois semaines. Nous

essayons de l'écartier et de passer à un autre débat. Nous voulons que la chef de zone prenne conscience qu'il faut travailler pour que tout le monde se sente bien à la police. Au conseil de police, il est parfois difficile de se faire entendre. Nous avons pensé que la carte blanche était plus appropriée. La diffusion est plus large que celle qui suit un conseil de police. Mais nos conseillers redéposeront le point à l'ordre du jour. Par ailleurs, d'autres socialistes, dont je suis, ne sont pas conseillers de police. C'était un moyen de

montrer notre unanimité sur le sujet.

C'est un moyen, aussi, de faire pression sur la chef de zone ?

Ce n'est pas notre volonté. Nous n'en avons jamais parlé au niveau de l'USC.

Dans de pareilles circonstances, serait-elle renouvelée à son poste si son mandat se terminait maintenant ?

Je n'ai pas d'avis à exprimer là-dessus. Chaque conseiller devrait se prononcer en son âme et conscience. Cela n'a pas été abordé au niveau du PS. ■ P.I.